

Le plan de sauvetage de la Grèce peut-il être adopté par le peuple grec ?

La Grèce a signé en août un troisième mémorandum avec ses partenaires européens. Ce nouveau plan, peut-être le meilleur possible dans le contexte politique actuel, est-il à la hauteur des défis économiques et sociaux de la Grèce ?

Premier constat : l'ampleur de l'ajustement fiscal exigé. Le plan prévoit une trajectoire d'ajustement progressive dont le but est de dégager un excédent budgétaire primaire de 3,5 % en 2018 et les années suivantes, avec des cibles intermédiaires de - 0,25 % en 2015, 0,5 % en 2016 et 1,75 % et 2017. Cet objectif reflète les pressions politiques subies – ou vécues comme telles – par les pays donateurs, qui ne peuvent demander à leurs contribuables de consentir un sacrifice sans en attendre un en retour de la part des Grecs. Toutefois, il est bien plus réaliste que les anciennes cibles inatteignables de 4 et 4,5 %.

Il semble que les créanciers aient retenu la leçon (du moins en partie !) : contraindre une économie en décroissance à mettre en œuvre d'importantes mesures fiscales cause inévitablement une amplification de la récession, qui alimente un cercle vicieux de non-respect des objectifs, des mesures fiscales supplémentaires... Cela étant, la poursuite des objectifs d'excédent budgétaire primaire de 2017 et 2018 peut s'avérer très coûteuse, et ne pourra aboutir que si l'économie retrouve un taux de croissance nominal du PIB à la fois élevé et durable.

Il existe, il est vrai, un certain nombre de mesures d'accompagnement du « paquet » global qui pourraient permettre de compenser l'aspect déflationniste du plan : l'inclusion de la Grèce dans le programme d'assouplissement quantitatif de la Banque centrale européenne, la recapitalisation des banques, la restauration des conditions d'intermédiation financière, et le paquet d'investissements de 35 milliards d'euros. À terme, personne n'en doute, la dette pourra être allégée de façon anticipée grâce au jeu de l'allongement des échéances, de moratoires et de la réduction des taux d'intérêt. Tout cela pourrait donner une impulsion à la croissance, ce qui générerait les économies fiscales requises.

Réformes structurelles autour de quatre piliers

Mais cette croissance dépend aussi à son tour du deuxième point clef : les mesures structurelles exposées dans le plan. La logique du plan consiste à combiner une modération du processus d'assainissement budgétaire à des réformes structurelles ambitieuses autour de quatre piliers : la viabilité budgétaire (réforme des retraites et des impôts), la stabilité financière, la croissance et l'investissement, et enfin l'administration publique. Globalement, Alexis Tsipras a engagé l'État grec, une fois de plus, à mettre en œuvre des réformes structurelles qui auraient dû être réalisées depuis longtemps, et qui sont susceptibles de développer le potentiel de croissance à moyen terme du pays : sur le plan de la capacité de l'État (fiscalité, sécurité sociale...) et sur le plan de l'environnement économique où l'accent passe de la baisse des coûts de main-d'œuvre au renforcement de la concurrence dans des secteurs comme l'énergie.

À nos yeux, ce plan de réformes comporte deux lacunes essentielles. Premièrement, le programme est biaisé puisqu'il privilégie l'amélioration



Des Grecs manifestent début juillet au stade Kallimarmaro (Athènes) contre le référendum proposé par Alexis Tsipras.

de la viabilité budgétaire plutôt que les performances durables des institutions ou la réorientation pérenne du modèle de croissance vers l'exportation.

Deuxième faille : le verdict en matière d'équité est à double tranchant. Bien sûr, lutter contre l'évasion fiscale, la corruption et les oligopoles, ou encore élargir la base d'imposition joue en faveur d'une plus grande justice sociale. Il est certes dans l'intérêt de la justice intergénérationnelle de transférer les ressources d'un système de retraites (qui absorbe l'un des plus grands pourcentages de dépenses sociales dans l'Union européenne) vers des investissements en faveur de la création d'emplois pour les jeunes. Et l'introduction d'un système de revenu minimum garanti, même à un niveau très bas, va évidemment offrir aux Grecs un filet de sécurité universel. Mais, dans le même temps, la nouvelle réduction planifiée des dépenses sociales s'ajoutant aux coupes sombres des dernières années, n'épargnera ni le secteur de la santé publique ni les retraites les plus faibles. L'augmentation de la TVA pour les îles les plus isolées risque de miner la cohésion régionale et, pour les jeunes agriculteurs, leur capacité à rationaliser leur mode de production.

Au final, un plan qui impose des mesures d'austérité supplémentaires dans un contexte de récession ne promet pas la croissance à court terme. Espérons que le peuple grec saura s'approprier les mesures qui pourraient à terme poser les bases d'une reprise durable et socialement responsable. 🇬🇷

Kalypto Nicolaidis, professeur à l'université d'Oxford et George Pagoulatos, professeur à l'université d'économie d'Athènes